

*Questions orales*

Quelle est la bonne attitude? Mes électeurs me retournent actuellement un sondage détaillé sur les solutions de rechange aux problèmes économiques, et les premiers résultats sont sans équivoque. Les citoyens de Halton—Peel insistent pour dire que la réduction du déficit doit être la grande priorité du gouvernement d'Ottawa et qu'il ne sera pas possible de créer des emplois durables tant que l'on n'aura pas remis de l'ordre dans nos finances.

En outre, mes électeurs appuient en grande majorité l'idée de prendre les moyens qu'il faut pour équilibrer le budget du Canada et cesser d'augmenter le déficit.

Autrement dit, les gens que je représente disent clairement non à la stratégie libérale qui consiste à toujours dépenser davantage et à augmenter les impôts en conséquence. Ils disent oui au concept de Don Mazankowski qui prévoit de réduire la taille du gouvernement, de diminuer les impôts et de limiter la dette pour l'avenir.

---

## QUESTIONS ORALES

[Traduction]

### M. SALMAN RUSHDIE

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Ce matin, j'ai rencontré Salman Rushdie, un écrivain condamné à mort parce qu'il a écrit un livre qui a choqué le gouvernement de l'Iran.

Le premier ministre peut-il me dire si le gouvernement a l'intention de porter cette affaire devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et de demander l'appui des pays du Groupe des 7 et du Commonwealth, afin de mettre fin immédiatement à cette situation absolument injuste qui porte atteinte à la liberté d'expression partout dans le monde?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, je voudrais remercier mon ami de cette question très importante.

Au moment de la condamnation à mort de M. Rushdie, le Canada s'est élevé contre cet acte qu'il considérait comme une atteinte directe à la liberté d'expression. J'ai d'ailleurs dit publiquement, au nom du gouvernement et des députés, que le Canada n'allait pas renoncer à des principes comme la liberté d'expression, en dépit de menaces semblables.

Nous avons fait d'autres protestations dans cette affaire. En novembre, après l'annonce que la récompense

pour l'exécution de M. Rushdie était augmentée, nous avons de nouveau soulevé cette question auprès des Iraniens. De plus, nous maintenons un dialogue très actif avec l'Iran sur la question des droits de la personne pour pousser ce pays à adopter une approche plus modérée.

La semaine dernière, nous avons parrainé une résolution à l'Assemblée générale qui exprimait nos inquiétudes en ce qui concerne les violations des droits de la personne en Iran. En outre, toutes les fois que nous en avons l'occasion, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures et moi soulevons cette question avec fermeté et efficacité, je pense, au nom de tous les députés.

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Je désire poser une question supplémentaire au premier ministre.

Tous les partis politiques siégeant au Parlement allemand collaborent actuellement à une résolution qui tiendrait le gouvernement de l'Iran responsable si on attendait à la vie de M. Rushdie ou à celle de l'une des 12 000 personnes qui ont collaboré à la publication et à la distribution de ce livre. Si on portait atteinte à la vie de l'une de ces 12 000 personnes, le gouvernement prendrait des mesures économiques très sévères contre l'Iran.

• (1420)

Je demande donc au premier ministre si le Parlement canadien serait prêt à adopter une résolution en ce sens dans les plus brefs délais.

**L'hon. Barbara McDougall (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, cette résolution, en Allemagne, a été initiée, si je puis dire, par les membres du Parlement et non par le gouvernement allemand.

Mais nous, comme Canadiens, sommes tout à fait d'accord avec plusieurs sortes d'actions internationales entreprises par les Nations Unies et d'autres groupes internationaux et organisations multilatérales. Il est toujours possible, pour les députés, ici au Canada, de proposer de telles choses.

[Traduction]

**L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre.

Ce matin, j'ai rencontré M. Rushdie et un groupe d'auteurs canadiens qui se préoccupent beaucoup de ce problème. Ils pensent que le Canada pourrait poser un autre geste. Je voudrais savoir s'il est possible pour le premier ministre de trouver le temps de rencontrer ces auteurs et M. Rushdie?